



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par Mlle MERLE
☎ 03.87.34.88.87 - MCM/DR

FAX 03 87 34 85 15

A R R E T E

N° 2002 - AG/2 - 128

en date du 6 MAI 2002

imposant à la Société AFIALOR la remise en état du site d'ALGRANGE.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application du Code susvisé et notamment ses articles 34-1 et 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 81-AG/3-2139 du 28 décembre 1981 autorisant la Société AFIALOR à ALGRANGE à exploiter un chantier de récupération et de stockage de métaux ainsi qu'un atelier de fusion d'aluminium ;

Vu la lettre de la Société AFIALOR, en date du 4 septembre 2001 par laquelle elle déclare les nouvelles activités exploitées sur le site d'ALGRANGE, relevant des rubriques 2661-1b, 2662-b, 2915 et 2920-2-b de la nomenclature des installations classées ;

Vu les lettres de la Société AFIALOR, en date du 15 novembre et du 19 décembre 2001 par laquelle elle informe le Préfet, conformément à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 précité, de l'arrêt définitif des installations de fusion d'aluminium et de récupération et de stockage de métaux ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 31 janvier 2002 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 avril 2002 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A r r ê t e

Article 1er : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 81-AG/3-2139 du 28 décembre 1981 est abrogé et remplacé par :

"Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la Société d'Affinage d'Aluminium de Lorraine (AFIALOR) est tenue de remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement".

Article 2 : Les équipements suivants :

- fours,
- chaîne de coulée,
- matériel relatif à l'activité de fusion de l'aluminium

sont évacués vers des installations habilitées à les recevoir.

Article 3 : Les déchets de métaux ferreux ou non ferreux encore présents sur le site seront évacués vers des installations habilitées à les recevoir.

Article 4 : Les arrêtés types relatifs aux rubriques 2661-1-b/ 2662-b/ 2915/ 2920-2-b joints au présent arrêté sont applicables.

Article 5 - Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas d'inobservation du présent arrêté, le Préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L-514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 6 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'ALGRANGE et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 7 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 8 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de THIONVILLE,
Le Maire d'ALGRANGE,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le - 6 MAI 2002

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général.

Marc-Antoine GANIBENO

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau



